

Table des matières

Introduction	3
<i>Section I</i>	
La place de la procédure pénale dans l'ordre répressif et procédural	5
I. Procédure pénale et sciences criminelles	5
II. Rapports de la procédure pénale et des autres règles de procédure.....	9
A. Procédures pénale et civile.....	9
B. Procédures, pénale, civile et administrative.....	23
<i>Section II</i>	
Les différents modèles concevables d'organisation de la procédure pénale	24
I. Les deux modèles purs.....	24
A. Procédure accusatoire	24
B. Procédure inquisitoire.....	27
II. Les systèmes procéduraux intermédiaires	29
<i>Première partie</i>	
<hr/>	
La justice pénale	37
<i>Titre premier</i>	
L'organisation judiciaire répressive	39
<i>Chapitre premier</i>	
Les règles générales d'organisation juridictionnelle répressive	40
<i>Section I</i>	
Le principe dit de la séparation des fonctions pénales.....	40
I. Le contenu des quatre fonctions pénales	41
II. Le principe dit de séparation	44
A. Théorie.....	44
B. Droit positif.....	48

Section II

Le principe de l'unité de la justice civile et de la justice répressive	57
I. Contenu, valeur et portée du principe.....	57
II. Conséquences pour les juridictions pénales du principe de l'unité	61
A. Règles d'organisation des juridictions.....	62
B. Principes concernant la situation des magistrats.....	70
C) Règle relative au fonctionnement des juridictions.....	79

Chapitre II

L'organisation et le rôle des juridictions répressives	86
---	-----------

Section I

Les juridictions répressives de droit commun.....	88
I. Les juridictions d'instruction	88
A. Premier degré d'instruction : le ou les juges d'instruction et le juge des libertés et de la détention.....	88
B. La chambre de l'instruction.....	91
II. Les juridictions de jugement.....	94
A. Les juridictions de premier degré	94
B. La juridiction de jugement du second degré.....	95
C. La cour d'assises.....	96
III. Les juridictions de l'application des peines	101

Section II

Les juridictions d'exception.....	104
I. Les formations exceptionnelles des juridictions de droit commun.....	105
A. Formations d'exception tenant aux personnes : les juridictions de mineurs	105
B. Les formations d'exception tenant aux infractions jugées	110
II. Les juridictions d'exception autonomes	115

Section III

Cour de cassation	118
--------------------------------	------------

Chapitre 3

La compétence des juridictions répressives.....	121
--	------------

Section I

Les règles générales de compétence.....	122
I. La détermination du type de juridiction compétente	123
A. La compétence des juridictions d'exception	123
B. La compétence des juridictions de droit commun	125
C. La compétence de la cour de cassation	126
II. Détermination de la juridiction territorialement compétente.....	127

Section II

Les exceptions aux règles de compétence.....	131
---	------------

I. L'amputation de la compétence des juridictions	131
II. L'accroissement de la compétence des juridictions	136
A. La prorogation légale et jurisprudentielle de compétence	136
B. Le jugement des infractions d'audience	138
C. La règle que « le juge de l'action est juge de l'exception »	138
III. Modification des règles de compétence territoriale	142
<i>Section III</i>	
Sanction des règles de compétence	146
<i>Titre deuxième</i>	
Les auxiliaires de la justice répressive	153
<i>Chapitre premier</i>	
Les autorités chargées de la recherche des infractions.....	157
<i>Section I</i>	
Les membres des corps de police chargés de fonctions de police judiciaire	158
I. Les activités de police judiciaire.....	158
A. Rôle de la police judiciaire avant la mise en mouvement de l'action publique.....	159
B. Le rôle de la police judiciaire après la mise en mouvement de l'action publique.....	161
II. Les corps de police judiciaire.....	162
A. L'organisation générale de la police	162
B. Le personnel de la police judiciaire	165
III. Le contrôle et la responsabilité des membres de la police judiciaire	168
<i>Section II</i>	
Les autorités n'appartenant pas au corps de la police et chargées de fonctions de police judiciaire.....	172
<i>Chapitre 2</i>	
Les agents chargés de la poursuite.....	177
<i>Section I</i>	
Le ministère public.....	178
I. L'organisation du ministère public.....	178
II. La condition du ministère public.....	182
A. La situation du ministère public dans l'exercice de ses fonctions	182
B. Situation personnelle des membres du ministère public.....	187
III. Le rôle du ministère public	188
<i>Section II</i>	
Les fonctionnaires de certaines administrations.....	191

<i>Section III</i>	
La victime	193
I. Discussion de principe	195
II. Les conditions de la constitution de partie civile	200
A. La constitution de partie civile de droit commun	202
B. Le régime législativement dérogatoire	221
III. La sanction des constitutions de partie civile abusives	226

Deuxième partie

L'objectif et les moyens de la répression pénale	235
---	------------

Titre premier

L'objectif du procès pénal : la preuve	237
---	------------

Chapitre 1

La théorie générale des preuves	241
--	------------

Section I

La charge de la preuve : la présomption d'innocence	241
--	------------

I. portée du principe de la présomption d'innocence	241
--	------------

II. présomption d'innocence et charge de la preuve	245
---	------------

A. Le rôle de l'accusation	245
----------------------------------	-----

B. Le rôle des juges du siège	254
-------------------------------------	-----

Section II

Les procédés de preuve	260
-------------------------------------	------------

I. Le principe de la liberté des preuves	260
---	------------

II. Les exceptions au principe	262
---	------------

A. Modes de preuve exclus	262
---------------------------------	-----

B. La légalité des preuves	264
----------------------------------	-----

Section III

La valeur des preuves	277
------------------------------------	------------

Chapitre II

Les différents modes de preuve	286
---	------------

Section I

Les preuves déduites des choses	288
--	------------

I. Le rassemblement des pièces à conviction	
et des éléments d'information	289

A. Le transport sur les lieux	289
-------------------------------------	-----

B. Les perquisitions	290
----------------------------	-----

C. Le recueil d'informations	303
II. La conservation des pièces obtenues	309
A. La conservation aux fins de preuve	309
B. La conservation aux fins de confiscation	311
III. Les restitutions	313
<i>Section II</i>	
Les preuves fournies par les personnes	318
I. Les déclarations de la personne poursuivie (et de la partie civile)	319
A. Caractères généraux	320
B. Procédure de recueil	322
C. Valeur des déclarations de la personne poursuivie	332
II. L'audition des témoins	334
A. Choix et convocation des témoins	336
B. Le statut du témoin	341
C. La procédure de recueil du témoignage	346
D. Valeur du témoignage	350
<i>Section III</i>	
Les preuves susceptibles d'être fournies par les personnes ou par les choses : les indices.....	351
I. L'organisation souhaitable de l'expertise	351
II. L'organisation de l'expertise en droit positif	357
A. Le choix de l'expert	357
B. Le déroulement de l'expertise	361
C. Le rapport d'expertise	363
<i>Titre deuxième</i>	
Les moyens de la répression	369
<i>Chapitre premier</i>	
L'action publique	375
<i>Section I</i>	
La mise en mouvement l'action publique	377
I. La décision de poursuivre du ministère public	377
A. Éléments de la décision	377
B. Suites de la décision	380
II. La décision de faire poursuivre de la victime	384
<i>Section II</i>	
Les procédures de mise en mouvement de l'action publique.....	388
I. Modes de saisine communs au ministère public et à la victime	388
A. La saisine d'une juridiction d'instruction	388
B. La saisine d'une juridiction de jugement.....	392

II. Les modes de mise en mouvement ou d'exercice de l'action publique propres au ministère public	394
A. Les modes particuliers de convocation des personnes poursuivies ...	396
B. Les modes particuliers de saisine des juridictions.....	397
C. Modes particuliers d'exercice de l'action publique	399
<i>Section III</i>	
L'extinction de l'action publique	403
I. La prescription	404
A. Principes.....	404
B. Règles d'acquisition	406
II. Les autres causes d'extinction de l'action publique	420
<i>Chapitre II</i>	
L'action civile	428
<i>Section I</i>	
L'exercice de l'action civile	430
I. Les défendeurs a l'action civile	430
II. Les modalités d'exercice de l'action civile	435
<i>Section II</i>	
L'extinction de l'action civile	438
I. L'extinction totale de l'action civile	439
II. La perte du droit de saisir une juridiction pénale	441
<i>Section III</i>	
L'aide publique aux victimes d'infractions pénales	442
<i>Troisième partie</i>	
<hr/>	
Le déroulement de la procédure	451
<i>Titre premier</i>	
L'instruction préparatoire	453
<i>Chapitre 1</i>	
Les enquêtes de police	454
<i>Section I</i>	
Domaine des enquêtes de police	455
I. Les enquêtes générales	455
A. L'enquête d'infraction flagrante.....	455
B. L'enquête préliminaire	460
II. Les enquêtes spécialisées	461

<i>Section II</i>	
Personnes procédant aux enquêtes de police	465
<i>Section III</i>	
Déroulement des enquêtes de police	466
I. Les enquêtes spécialisées	466
II. Enquêtes générales	468
A. Efficacité des pouvoirs d'enquête	468
B. Nature et contenu des actes d'enquête	469
C. Le mandat de recherche	471
D. La garde à vue	471
E. Fin des enquêtes et sanction de leur irrégularité	497
 <i>Chapitre II</i>	
L'instruction par le juge d'instruction	501
<i>Section I</i>	
La procédure d'instruction	501
I. La saisine du juge d'instruction	501
A. Modes de saisine	501
B. Choix du ou des juges d'instruction	502
C. Procédure de saisine	505
II. La mise en examen	509
III. Les caractères de la procédure d'instruction	516
A. Caractère écrit	516
B. Caractère secret	518
C. Caractère non contradictoire	524
<i>Section II</i>	
Les pouvoirs du juge d'instruction	528
I. Les pouvoirs d'investigation	529
A. Actes concernant les faits (commissions rogatoires)	529
B. Actes concernant les personnes	532
II. Les pouvoirs de contrainte	534
A. Les mandats	534
B. La limitation des droits des personnes	538
III. Pouvoirs juridictionnels	579
A. Règles générales	579
B. Les ordonnances de clôture	581
 <i>Chapitre 3</i>	
L'instruction par la chambre de l'instruction	593
<i>Section I</i>	
Caractères de la procédure	594
<i>Section II</i>	
Le pouvoir de réformation	598

<i>Section II</i>	
L'acte de jugement.....	679
I. Contenu des jugements.....	680
II. La forme des jugements.....	686
<i>Chapitre 2</i>	
Les voies de recours.....	695
<i>Section I</i>	
Les voies de recours ordinaires.....	696
I. La voie de recours de rétractation : l'opposition.....	696
II. La voie de recours de réformation : l'appel.....	701
A. Principes généraux.....	701
B. L'appel ordinaire.....	702
B. L'appel criminel.....	713
<i>Section II</i>	
Les voies de recours extraordinaires.....	715
I. Le pourvoi en cassation dans l'intérêt des parties.....	716
A. Domaine.....	716
B. Procédure.....	725
II. Les pourvois réserves.....	734
III. Le pourvoi en révision.....	735
A. Le pourvoi en révision ordinaire (art. 622 à 626).....	736
B. Le réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme.....	742
<i>Chapitre III</i>	
Les effets des jugements.....	748
<i>Section I</i>	
L'autorité de la chose jugée.....	748
I. L'autorité de la chose jugée au pénal sur le pénal.....	749
II. L'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil.....	756
A. Débat de principe.....	757
B. Étendue du principe.....	760
<i>Section II</i>	
Les autres conséquences des jugements.....	764
I. Exécution des condamnations.....	764
II. L'enregistrement des condamnations.....	766
A. Casier judiciaire.....	766
B. Fichiers nationaux informatisés.....	771
III. Communication des procédures.....	773
<i>Conclusion</i>	
La réhabilitation.....	776

<i>Section I</i>	
La réhabilitation judiciaire	776
<i>Section II</i>	
La réhabilitation légale	779
<i>Section III</i>	
Effets de la réhabilitation	780
Tableau des abréviations	783
Index alphabétique	785